

Pour un nouveau contrat social

Joël Roman (*)

La "mondialisation" et l'ensemble des ses avatars contextualise à bas frais des (més)interprétations de la figure de l'immigration et "plus particulièrement de l'immigré maghrébin". Aussi, convient-

Au delà des aspects plus conjoncturels de la défaite de Lionel Jospin (conduite de la campagne, calculs tactiques de la gauche plurielle, psychologie du candidat) et des évolutions qui affectent la nature de l'élection présidentielle en général (transformation du premier tour en scrutin proportionnel, consumérisme des électeurs, abstention croissante), le choc du 21 avril a donné lieu à des interprétations contradictoires : pour les uns, c'est faute d'avoir répondu adéquatement à la fameuse demande sécuritaire que celui-ci a échoué ; pour les autres, c'est au contraire pour n'en avoir pas dénoncé le caractère construit et fallacieux, et y avoir trop cédé. Derrière cette question, c'est tout le sens du fameux « peuple » que la gauche aurait perdu, qu'il faudrait reconquérir : à l'évidence, selon les uns et les autres, ce n'est pas le même peuple. Et même, pour certains, il est clair que ce peuple-là se porterait mieux s'il n'était mêlé d'Autres divers. C'est pourquoi la tentation du populisme est aujourd'hui aussi largement partagée à gauche qu'à droite, qu'elle renvoie à des peurs qui mêlent indistinctement l'ici et l'ailleurs, le proche et le lointain, le tangible et l'imaginaire. C'est pourquoi je prendrais les questions posées par *Ecartis d'identité* ensemble, comme renvoyant les unes aux autres.

Figures de la mondialisation

On peut estimer que nous vivons dans une période marquée avant tout par l'instabilité : des relations internationales aux parcours individuels, des technologies qui nous environnent au quotidien aux formes du travail, des réalisations culturelles aux relations familiales, l'incertitude et l'instabilité sont la toile de fond sur lesquelles nous tentons de construire quelque chose d'un peu plus stable. Certes, tout ne bouge pas pour chacun au même rythme et dans les mêmes proportions, mais ces incertitudes interfèrent, et que ce soit réellement ou dans les représentations, elles s'additionnent. Cette imprévisibilité est aussi, pour beau-

(*) *Rédacteur en chef de la revue Esprit*

coup, le signe d'une grande ouverture, elle est promesse d'émancipation, ne l'oublions pas. Mais elle est aussi facteur de risques supplémentaires et cause d'angoisses plus grandes. C'est dans ce contexte que l'on peut voir un certain nombre de figures cristalliser ces menaces, et venir servir de point d'ancrage pour ces peurs et ces incertitudes.

Et d'abord, quand il s'agit de menaces effectives, identifiées comme telles, et revendiquées comme telles : ainsi du terrorisme après le 11 septembre. Ce terrorisme est d'autant plus inquiétant qu'il ne se situe plus dans une logique stratégique d'affrontements entre Etats, de rapports de forces, mais qu'il procède d'une nébuleuse déterritorialisée et ne revendique rien, mais cherche seulement à nuire, à détruire ou à tuer(1). Or il se trouve que ce terrorisme propose une grille de lecture en termes culturalo-religieux d'affrontement des civilisations. Ceux qui se nourrissent de telles grilles dans nos pays ont donc beau jeu de triompher.

En sens inverse, une autre figure peut venir incarner le danger absolu, et l'ennemi : celle de l'hyperpuissance américaine. D'autant plus que là encore, depuis le 11 septembre, l'antagonisme frontal de ces deux figures tend à devenir l'antagonisme de deux mondes, et à vouloir tout ordonner à la logique de cet affrontement binaire.

Ce terrorisme, ainsi que son antagoniste de l'hyperpuissance américaine sont deux figures de la mondialisation, qui en représentent la pointe extrême et la plus menaçante. Economiquement, culturellement, dans les modes de vie, la mondialisation est en effet vécue comme une américanisation (à tort ou à raison), de manière d'ailleurs souvent ambivalente. Quand au terrorisme radical qui se réclame de l'Islam, il ne serait pas possible sans la mondialisation, c'est à dire sans l'internationalisation des flux migratoires, la diffusion des technologies et des savoirs, la logique des réseaux et l'utilisation des nouvelles technologies, et il est le fait d'individus ayant eux-mêmes profondément intégré les logiques de la mondialisation, d'individus mondialisés pourrait-on dire.

Dans ce contexte et dans nos sociétés, la figure de l'immigré et plus particulièrement de l'immigré maghrébin, ou arabo-musulman, vient en effet incarner l'Autre menaçant et porteur de dangers, d'autant plus qu'elle voit converger et se superposer plusieurs représentations du conflit. Le conflit de culture, avec la question de l'islam en figure majeure d'affrontement

entre l'Occident et le Sud. Le conflit socio-économique, avec d'un côté une nouvelle représentation des classes dangereuses et de la pauvreté du monde et de l'autre des avantages acquis aujourd'hui précarisés. Le conflit démographique avec le différentiel de taux de croissance des populations et la pression des flux migratoires. Le conflit territorial avec la représentation des banlieues comme zones de non-droit et le sentiment que s'y recréent des forteresses communautaires. Ces quatre lignes de fracture ne sont pas homogènes, elles ne sont pas non plus exhaustives (on pourrait y ajouter un conflit de générations, par exemple), mais elles entretiennent entre elles des correspondances plus ou moins explicites. On peut en développer certains aspects.

La question de l'islam

La question de l'islam est évidemment l'un des premiers marqueurs de cette situation. Tout d'abord, parce que l'histoire de l'Occident est jalonnée du récit du conflit avec l'Islam (depuis la limite de l'expansion initiale, jusqu'aux affrontements avec l'empire ottoman, en passant par les croisades). Déchristianisé, ce conflit se revit comme un conflit entre l'islam et les Lumières, ou les droits de l'homme, les autres religions dominantes en Occident ayant appris à accepter des limites ou à renoncer à leur volonté d'hégémonie. C'est ainsi que se dressent contre l'islam à la fois les défenseurs d'une vision étroite et culturaliste de l'Europe, comme d'héritage essentiellement chrétienne, dont il convient de préserver l'intégrité, et leurs adversaires farouches, les universalistes laïcs les plus convaincus, qui ne tolèrent pas que l'on s'attarde sur la voie qui conduit à l'émancipation individuelle par la privatisation du religieux, qui trouvent argument dans la manière dont sont traités en pays d'islam les droits de l'homme en général et les droits des femmes en particulier, et qui se félicitent d'avoir ainsi pu retrouver un ennemi à combattre à l'heure où le catholicisme n'était plus trop crédible pour ce rôle.

Il est significatif de ce point de vue que se dressent d'une même voix contre l'islam, dans des articles ou des pamphlets, des démocrates sourcilieux qui le soupçonnent d'anti-démocratie, des nostalgiques de l'autorité de l'Etat et de l'Eglise qui l'accusent de menées subversives, des contempteurs de la décadence de la culture de masse qui lui reprochent ses carences en matière de grande création culturelle contemporaine, bref ceux qui abhorrent l'idée même de

mixité culturelle et ceux qui la vénèrent, parce que pour les premiers il ne saurait en être question et que pour les seconds l'islam s'y refuse(2). D'où aussi le fait que le soupçon va se porter principalement sur ceux qui tentent de construire un islam d'Occident, accusés de mener un double jeu. L'islam est ainsi quadruplement suspecté : d'être essentiellement contraire et hostile à l'Occident ; d'être archaïque dans sa religiosité ; d'être une religion importée, et de manifester ainsi le refus d'intégration de ses adeptes ; et enfin, d'être en continuité ou en contiguïté avec les terroristes qui se réclament de l'islamisme radical.

On pourrait en outre ajouter que l'islam est une religion de pauvres, en Occident, et qu'il ne peut donc pas se prévaloir de la dignité sociale, à défaut de la dignité culturelle. La bourgeoisie musulmane est en effet peu nombreuse, et d'ailleurs pour une bonne part acculturée, c'est-à-dire acquise à un agnosticisme de bon aloi. De fait, très majoritairement, les musulmans d'Europe, et en particulier de France, sont immigrés ou issus de l'immigration, et transportent avec eux les stéréotypes de la disqualification sociale. C'est d'ailleurs ce qui enrage une bonne partie des populistes contemporains : soit ils parlent vraiment du peuple, mais celui-ci n'a alors rien à voir avec la représentation nostalgique qu'ils véhiculent : il est fait d'immigrés, et le plus souvent de leurs enfants, qui ont subi l'arrachement de l'émigration ou celui de l'absence de racines(3), ils sont dans des emplois précaires, des tâches d'exécution, du logement social, des quartiers périphériques. Mais la plupart d'entre eux soit n'ont pas le droit de vote, soit n'éprouvent pas de légitimité à l'exercer. Ou alors, nos populistes veulent exclure ces gens-là du peuple, il s'agit du peuple contre les immigrés, et ils le parent

alors de vertus identitaires imaginaires, mais qui ne font que se définir en creux contre cette présence de l'immigration. Dans les deux cas, on occulte ce qui fait la présence de l'immigration dans le peuple, et on oublie de le décrire tel qu'il est.

La représentation du conflit démographique est l'un des plus insistante, car elle oppose un Occident aux abois, vieillissant, dont la population est en régression, à la progression des populations du monde arabo-musulman. Celle-ci est ainsi cause de la pression migratoire, mais représente aussi, dans l'imaginaire, un déséquilibre géo-politique qui irait s'aggravant. Mieux, par le biais de l'immigration, c'est une cinquième colonne virtuelle qui prendrait déjà pied dans le monde occidental. Evidemment, cette représentation suppose que les peuples soient des invariants statiques, sans porosité les uns aux autres, et fait fi des acquis de la recherche sur la transition démographique, qui procède toujours d'un accroissement sensible du niveau de vie.

Ce conflit se focalise enfin sur une représentation des banlieues comme zones de non-

droit, livrées à l'économie parallèle des trafics et à la dévastation de la délinquance. Elle sous-entend que la ségrégation territoriale est choisie, et non subie, et qu'elle est le fait de ceux qu'on prive de mobilité (alors qu'il s'agit plutôt d'un effet induit de la fermeture sur soi des plus riches). Elle amplifie la résonance du moindre acte de délinquance, comme si c'était là l'indice d'une prédisposition à basculer dans la geste terroriste. Elle conduit enfin à ne plus voir cette question sous l'angle des politiques de développements à la fois sociales, culturelles, urbanistiques et économiques, mais uniquement sous celui du maintien de l'ordre.

On est ainsi conduit à intensifier la confrontation avec la police, au prix d'une intensification des violen-



ces et d'une montée effective des infractions. On contraint bon nombre de jeunes à une radicalité qui les rattrape même lorsqu'ils avaient cru pouvoir s'en affranchir, tant les discriminations sont actives. On favorise les identifications imaginaires à des combats sans merci, qu'il s'agisse de l'intifada palestinienne ou même des actions terroristes évoquées.

En France ce chevauchement de représentations prend une connotation particulière, du fait de l'ancienneté du contact avec le monde maghrébin, et de l'empreinte laissée par la domination coloniale puis par la décolonisation et la guerre d'Algérie. On ne peut pas ne pas songer, quand on voit la suspicion avec laquelle sont scrutées les marques d'intégration, au fait que le mot « intégration » fut précisément celui qui fut proposé quand on cherchait à maintenir quelque chose de la domination coloniale alors qu'il était déjà trop tard. On ne peut pas ne pas se souvenir que l'islam fut instrumenté par la colonisation comme facteur de division mais aussi motif de statuts juridiques différenciés. On ne peut pas ne pas voir que les pratiques de maintien de l'ordre au sein d'un monde fondamentalement gouverné par des pratiques de discrimination, voire de ségrégation, ont des traits communs. Cette imprégnation de la mémoire, qui vaut pour les institutions, mais aussi pour les représentations collectives, y compris celles des ex-colonisés, se surajoute aux précédentes et vient comme les unifier.

Pour cet ensemble de raisons, il est plus que jamais nécessaire de défaire en permanence de télescopage des représentations, qu'amplifie encore la logique médiatique de traitement de l'information. Mais il faut aller plus loin, et monter que par exemple, contre la figure de la guerre des cultures, il convient de distinguer entre lutte contre le terrorisme et dialogue des cultures, que contre celle de l'affrontement social, il convient de tracer les éléments d'un nouveau contrat social, où le droit à la dignité individuelle et collective trouve enfin sa place, que contre la représentation dominante de l'islam, il convient d'aider à ce que naisse un islam moderne et que les musulmans en situation minoritaire sont à cet égard en situation de précurseurs.

Il convient enfin de reparcourir l'héritage colonial, pour en souligner les chaos et les apories, mais aussi pour rappeler que ce fut là sans doute l'un des plus longs compagnonnages de l'islam avec l'Europe et de l'Europe avec l'islam. Bref, que dès que l'on cesse de soupçonner l'Autre dans son altérité, c'est bien comme l'autre de nous-même qu'il apparaît. ■

- 1 . Cf. les analyses d'Olivier Roy, *L'islam mondialisé*, Le Seuil, 2002 et *Les illusions du 11 septembre*, Le Seuil, 2002.
- 2 . Voir sur ce point l'ouvrage de Daniel Lindenberg, *Le retour à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Le Seuil, 2002, où il montre comment l'opposition à l'islam est l'un des ferments de cohésion de groupes par ailleurs fort disparates.
- 3 . Voir les désormais classiques études d'Abdelmalek Sayad, in *La double absence*, Le Seuil, 1999.

